

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 12/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SETEO

rue en clairvot
21850 SAINT-APOLLINAIRE

Références : 0005425601/2024-247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement SETEO implanté rue en Clairvot 21850 SAINT-APOLLINAIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à un incendie qui s'est déclaré sur le site dans la nuit du 25 au 26 juin 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETEO
- rue en Clairvot 21850 SAINT-APOLLINAIRE
- Code AIOT : 0005425601
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SETEO est autorisée à exploiter des installations de tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux ou non sur la commune de ST-APOLLINAIRE.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ✓ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ✓ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 2.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Caractérisation des risques	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 7.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Systèmes de détection	Arrêté Préfectoral du 23/12/2024, article 7.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	
4	Système d'alerte interne	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 7.5.5.2.	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection fait suite à un incendie survenu dans la nuit du 25 au 26 juin 2024 au sein de l'installation de traitement de déchets dangereux. L'incendie était éteint avant l'arrivée des pompiers. Seuls des produits absorbants ont été utilisés. La quantité des déchets brûlés est faible et sera traitée par les filières autorisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incidents ou accidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'Inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a informé l'Inspection des installations classées des événements survenus sur son site dans la nuit du 25 au 26 juin 2024.</p> <p>Les caméras de surveillance du bâtiment 3 et de l'extérieur ont enregistré l'accident:</p> <ul style="list-style-type: none"> départ du feu à 00h10 dans l'alvéole dédiée au stockage de produits chimiques de laboratoires ; prorogation linéaire de l'incendie tout au long du stockage ; le feu s'est propagé sur le centre de l'alvéole, dédié au tri des déchets ; l'incendie s'est arrêté vers 1h25 ; par la suite, on distingue sur l'enregistrement, l'apparition des points chauds entre 3h00 et 5h00 ; les premiers employés arrivent vers 7h00 sur le site et rentrent sans protection dans le bâtiment enfumé ; 7h15, les pompiers sont prévenus ;

- 7h20, les employés se sont regroupés au point de rassemblement ;
- 7h50, les pompiers font la reconnaissance du stockage ;
- 9h15, les représentants de l'exploitant (équipés de masques de protection respiratoire) et accompagnés par les pompiers enlèvent les palettes et produits qui bloquaient l'accès à l'alvéole ;
- 09h50, les analyses atmosphériques sont réalisées par la cellule toxicologique du SDIS, les résultats sont négatifs et l'accès au bâtiment est rétabli ;
- 10h00, départ des pompiers – fin d'accident ;
- 11h00, fin du nettoyage. Après la pesée des débris, il s'est avéré que 220 kg de déchets chimiques de laboratoire ont brûlé dans l'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

1) Demande de compléments

En application de l'article 2.5.1 de l'AP du 23/12/2016 et de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement, l'exploitant communiquera à l'Inspection, sous quinze jours, un rapport d'accident qui détaillera notamment :

- les circonstances et les causes de l'accident ;
- les déchets dangereux en cause dans l'accident ;
- les effets sur les personnes et l'environnement ;
- les mesures d'urgence prises ;
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pallier les effets à moyen ou long terme ; en particulier, les dispositions prévues pour détecter de façon précoce les feux de même nature que ceux survenus dans la nuit du 25 au 26 juin.

Conformément aux dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement, rapport sera complété ultérieurement, notamment si de nouveaux éléments complètent les informations ou conclusions du rapport d'accident (cf. notamment point de contrôle « Système de détection »).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Caractérisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 71.1

Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

[...]

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan général pour le bâtiment 3 indiquant les stockages et les risques liés à ce stockage notamment : incendie, risques chimiques, risques toxiques (icônes d'information de FSD des produits présents).

Il s'agit du plan transmis à l'Inspection via le dossier de porter-à-connaissance d'avril 2022.

Ce plan n'a pas été respecté.

En effet, il a été constaté, sur l'enregistrement des caméras de surveillance, que la veille de l'incendie, des déchets appelés « stockage de quarantaine » ont été placés directement devant l'alvéole dédiée au stockage des déchets chimiques de laboratoire. Ce stockage bloquait l'accès à l'alvéole.

De plus, s'agissant de déchets pour lesquels on ne connaît pas la composition exacte (en cours d'analyse), il n'est donc pas possible d'affirmer la comptabilité avec les déchets stockés dans l'alvéole.

Par ailleurs, selon l'exploitant, le stockage de déchets chimiques de laboratoire est réalisé selon les catégories suivantes de déchets :

- médicaments liquides ;
- médicaments solides ;
- combustibles liquides ;
- combustibles solides ;
- acides solides ;
- acides liquides minéraux ;
- acides liquides organiques ;
- bases ;
- inconnu solide ;
- inconnu liquide ;
- oxydes métalliques solides- toxiques ;
- minéraux et oxydes métalliques solides ND ;
- amines ;
- hydrosoluble ;
- solvants et solvants halogénés.

Or, aucune indication dans l'alvéole ne permet de distinguer les emplacements des différentes catégories de ces déchets.

Parmi, les catégories citées il y a des déchets hydrosolubles. Aucune indication dans ce sens n'est affichée afin de prévenir l'utilisation de l'eau en cas d'incendie.

Le plan de localisation des risques doit être établi en fonction des déchets présents dans le bâtiment, or l'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer précisément l'emplacement de l'ensemble de son stockage. Le système de recensement des déchets n'est pas à jour. Il a été constaté que certains déchets sont enregistrés dans le bâtiment 2 tandis qu'ils se trouvent dans le bâtiment 3 (comme les boues ou les huiles).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité 1:

Le plan de stockage détermine les risques présents sur le site. Il doit être respecté afin que les risques soient connus et localisés.

Non-conformité 2 :

Les emplacements des déchets non compatibles doivent être clairement indiqués pour éviter tout mélange dangereux.

Non-conformité 3 :

Une indication concernant la présence des déchets hydrosolubles doit être affichée.

Non-conformité 4 :

L'exploitant doit disposer d'un système permettant de localiser les déchets sur son site afin de maîtriser les risques liés à ces déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2024, article 7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection - associé au bâtiment 3
Prescription contrôlée : <p>Chaque [...] partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection incendie. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
Constats : <p>Aucun système de détection d'incendie n'est associé aux stockages des déchets dans le bâtiment 3.</p> <p>L'exploitant dispose d'une caméra de surveillance qui enregistre en permanence mais qui n'est reliée à aucun système d'alerte. Les enregistrements sont gardés deux semaines puis effacés.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p><u>Demande de complément 2 :</u></p> <p>L'exploitant tirera le retour d'expérience de cet incendie pour ré-évaluer les risques associés aux stockages de déchets et définir un dispositif de détection incendie adapté (avec la chaîne d'alerte correspondante).</p> <p>Ces points seront intégrés au rapport d'accident, le cas échéant via un complément à celui-ci, si cette démarche nécessite un temps d'analyse supplémentaire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Système d'alerte interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 7.5.5.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'alerte interne
Prescription contrôlée : <p>Le système d'alerte interne et ses différents scénarii sont définis dans un dossier d'alerte. Un</p>

réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.

Ce document définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte tenu de la nature, de la consistance et des conditions de mise en œuvre des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et des moyens de secours publics dont il a connaissance.
[...]

Constats :

L'exploitant a établi un document qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres. Il s'agit de la procédure Réf. : P11M2-H.

A la page 8, l'exploitant présente un schéma à suivre en cas d'incendie. Cette procédure n'a pas été respectée par les premiers employés arrivés sur le site, qui sont entrés, dans le bâtiment enfumé sans protections adaptées.

Lors de l'inspection, il a été vérifié qu'un stock de masques et de filtres est bien disponible sur le site. On peut y accéder sans passer par le bâtiment 3.

Par ailleurs, la procédure Réf. : P11M2-H n'est pas à jour, notamment au niveau du plan de stockage dans le bâtiment 3.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité 5 :

L'exploitant doit faire connaître la procédure Réf. : P11M2-H auprès de ses employés.

Non-conformité 6 :

La procédure Réf. : P11M2-H doit être mise à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois